

INDONÉSIE

Le deuxième et le troisième trimestres de 2009 ont vu la croissance du PIB se reprendre nettement, grâce principalement à la consommation privée. L'investissement, ayant rebondi fortement au cours du troisième trimestre, continue de pâtir d'une insuffisance de crédit. Les exportations croissent plus vite que les importations, soutenant l'excédent commercial et l'excédent des opérations courantes. L'inflation a affiché un recul rapide au premier semestre. L'activité devrait s'accélérer quelque peu à la faveur d'une hausse des investissements et d'un assouplissement des conditions de crédit.

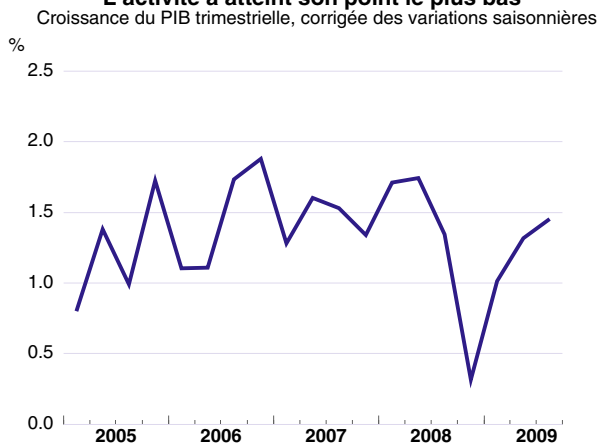
Le cycle d'assouplissement des conditions monétaires s'est terminé en septembre. Les baisses des taux d'intérêt et les mesures de renforcement des liquidités prises plus tôt dans l'année en réaction à la crise mondiale ont allégé la pression exercée sur le marché interbancaire. La mise en œuvre du plan de relance budgétaire est retardée par des insuffisances de capacités de production. Il ne serait cependant pas souhaitable, puisque la reprise semble avoir véritablement commencé, d'assouplir davantage la politique budgétaire.

L'activité reprend pour de bon

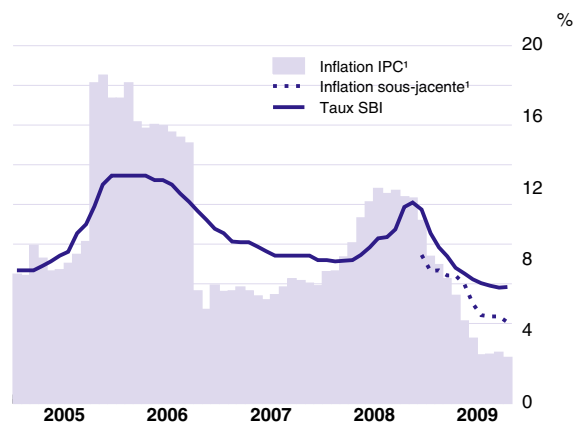
Au troisième trimestre (en glissement trimestriel corrigé des fluctuations conjoncturelles), le PIB, soutenu par une consommation privée trépidante, a progressé de 1.5 %. La croissance des investissements reste contenue par l'étroitesse du marché du crédit. L'excédent des opérations courantes s'est élargi à la suite de l'amélioration de la demande d'exportations. Les importations sont à la hausse. Selon les indicateurs, la confiance des entreprises et des consommateurs est revenue aux niveaux antérieurs à la crise. Le chômage recule. Les indicateurs avancés – ventes de détail et anticipations notamment – laissent augurer d'une nouvelle progression de l'activité dans les mois à venir.

Indonésie

L'activité a atteint son point le plus bas



Une réduction supplémentaire de l'inflation est improbable



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques et Statistics Indonesia (BPS).


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/758667516841>

Indonésie : Indicateurs macroéconomiques

	2007	2008	2009	2010	2011
Croissance du PIB réel	6.3	6.1	4.5	5.3	5.6
Inflation	6.5	10.4	4.0	5.5	5.5
Solde budgétaire (en % du PIB)	-1.2	-0.1	-1.8	-1.1	-0.9
Balance des opérations courantes (\$ milliards)	10.5	0.6	4.9	4.0	1.7
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	2.4	0.1	0.9	0.6	0.2

Note : Les données relatives au PIB et à l'inflation sont des pourcentages de variation par rapport à la période précédente. L'inflation se réfère à l'indice des prix à la consommation.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 86.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/761842063152>

Les efforts déployés pour soutenir le crédit portent leurs fruits

Depuis le sommet atteint en octobre 2008, le taux interbancaire moyen a perdu quelque 410 points de base, pour atteindre 6.4 % à la fin en septembre 2009. Mais la permanence de l'aversion au risque a gelé l'expansion du crédit, et les taux n'ont toujours pas retrouvé leurs niveaux d'avant la crise. Soucieuse de réduire les coûts d'intermédiation, la Banque d'Indonésie a négocié un plafond volontaire sur les taux des dépôts avec les principales banques. L'accord, censé entrer en vigueur en novembre, invite les banques à plafonner ces taux au taux directeur plus 150 points de base.

L'assouplissement monétaire est parvenu à son terme

L'inflation mesurée en octobre (2.6 %) par l'indice général des prix à la consommation est désormais nettement inférieure à la fourchette-objectif de fin d'année (3.5 à 5.5 %), et les enquêtes signalent des anticipations à la baisse. Les pressions inflationnistes se sont relâchées sous l'effet pour l'essentiel de la stabilité des prix administrés, qui représentent une large part de l'indice des prix à la consommation. Compte tenu des perspectives d'inflation favorables et de la vive reprise de l'activité, la banque centrale a maintenu son taux directeur à 6.5 % en novembre après l'avoir fait baisser au total de 300 points de base entre décembre 2008 et août 2009. Les avoirs étrangers en réserve ont crû de quelque 8 milliards de dollars à 62 milliards de dollars (soit six mois d'importations environ) entre novembre 2008 et septembre 2009. Les marges des obligations souveraines de l'Indonésie poursuivent leur contraction, et la note du crédit souverain du pays a été relevée par l'une des grandes agences internationales de notation – sans le faire entrer pour autant dans la catégorie « investissement ».

La politique de soutien budgétaire perdure

Conjugué aux allègements fiscaux faisant partie du plan de relance approuvé en février 2009, le ralentissement de l'activité a ponctionné les recettes du premier semestre de l'année. La baisse – par rapport à 2008 – des dépenses pour les subventions aux combustibles crée une marge de manœuvre budgétaire pour relever les crédits des programmes d'aide sociale et de développement des infrastructures. Toutefois, des difficultés de mise en œuvre continuent de retarder l'exécution des projets d'investissements, et il se pourrait que l'objectif de 2.5 % du PIB assigné en matière de déficit budgétaire ne soit pas atteint. En vertu du budget

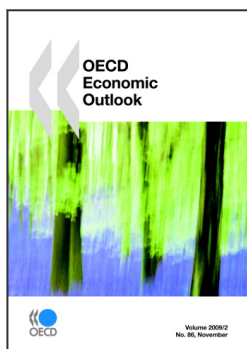
de 2010, le déficit devrait être réduit à 1.6 % du PIB. Les autorités indiquent une augmentation des prix des combustibles domestiques si les prix mondiaux sont de 10 % supérieurs à 65 dollars par baril comme fixé dans le budget.

La croissance devrait bénéficier d'un nouvel élan vers la fin de l'année

Il est probable que l'activité marque de nouveaux progrès au dernier trimestre de 2009. La demande intérieure devrait en rester le principal moteur, soutenue par une reprise de l'expansion du crédit et par des gains de revenu réel résultant de la désinflation en cours et du recul du chômage. L'investissement remonterait grâce à un accroissement de l'utilisation des capacités de production et à l'amélioration du contexte économique. Le renforcement de l'activité économique suscitera la reprise de la demande de produits importés. Quant au déficit budgétaire, les prévisions en annoncent le recul en 2010 grâce à la fermeté de l'activité et à la baisse des dépenses pour les subventions aux combustibles. Peut-être faudra-t-il, pour atteindre l'objectif d'inflation de la fin de l'année, resserrer la politique monétaire au premier semestre de 2010.

Du côté des perspectives, les principaux risques sont de nature externe

Une progression plus forte que prévu de la demande mondiale renforcerait les exportations indonésiennes. Sur la scène intérieure, la reprise de la demande d'investissements pourrait pâtir des retards récurrents observés dans la mise en œuvre des programmes publics et de l'amélioration plus lente qu'escompté des conditions du crédit.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2009 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2009-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Indonésie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2009 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2009-2-41-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.